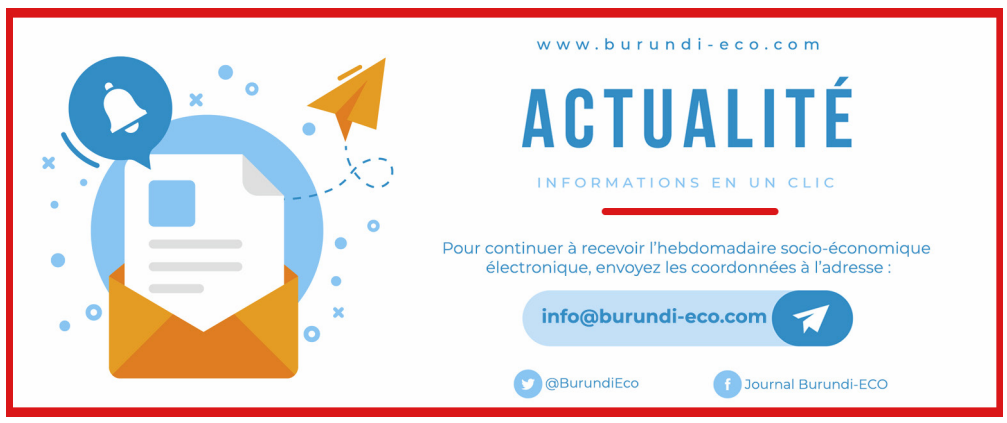
BurundiEco
Media - Event - Marketing
N°603 du vendredi 29 Mars 2024, C.d'Uvira, Immeuble Hope Design, Tél.: 22 27 78 68



Tanganyika en effervescence (page 3)

La montée des eaux du lac Tanganyika ne peut pas impacter le mouvement des bateaux une fois que les précautions seraient prises à temps.

ACTUALITE REGIONALE

Tanzanie

Les entreprises d'Etat ont subi une perte 400 milliards de shillings (page 2)

SOCIETE

Bishisha-Kirundo

L'eau potable : une préoccupation majeure de la population (page 4)

COOPERATION

Dette des pays africains

La dette des pays africains envers la Chine explose (page 5)

Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

A quand la stabilité du réseau électrique ?

Benjamin Kuriyo,
Directeur de publication

Les coupures intempestives d'électricité rythment le quotidien des habitants de la ville de Bujumbura. Certains quartiers demeurent dans le noir depuis des mois alors que d'autres bénéficient d'une alimentation très irrégulière en électricité, la nuit comme le jour. Les responsables de la Regideso évoquent les travaux de mise en réseau de l'électricité en provenance des centrales hydroélectriques en cours d'achèvement. Un argument qui a du mal à passer dans l'opinion. Avec l'offre nationale qui oscille autour de 107 MW, le pays est loin de satisfaire la demande. Il est parmi les pays qui affichent un taux d'électrification relativement faible.

Le souci du gouvernement d'accroître l'offre électrique est une œuvre à saluer, mais encore faut-il que cette énergie parvienne aux consommateurs (usines, hôtels, commerces, ménages, etc.). Il importe de signaler que l'énergie est une condition sine qua none pour toute industrialisation en général et pour toute activité économique en particulier.

Malgré la mise en service de trois centrales hydroélectriques (Ruzibazi, Kaburantwa et Rusumo Falls), la situation demeure préoccupante. Les coupures intempestives d'électricité paralysent l'ensemble des activités dans la ville de Bujumbura. Le mois dernier, la Regideso avait déclaré plutôt que les coupures d'électricité sont imputables aux travaux de maintenance des postes pour leur permettre de contenir la charge de l'énergie à venir. Cependant, la situation s'empire davantage.

Le porte-parole du ministère de l'Energie annonce que les coupures intempestives vont s'estomper avec la fin des travaux de mise en réseau projetée au mois de mai de cette année. Il se félicite déjà de l'augmentation de l'offre électrique. Paradoxalement, après plusieurs promesses non tenues, le patron de la Regideso a fini par accepter que le problème réside ailleurs : la vétusté du réseau. Pour lui, si on ne parvient pas à réhabiliter le réseau de transport d'électricité, il y aura toujours des coupures intempestives d'électricité dues à la vétusté des équipements. Les déclarations du Directeur Général de la Regideso prouvent que le réseau ne supporte plus les charges.

Le Burundi regorge d'énormes opportunités d'affaires. Le pays est doté d'un capital naturel exceptionnel, notamment dans le secteur agroalimentaire, l'énergie et des mines. Ces opportunités restent hors de portée si jamais le pays n'investit pas davantage dans le secteur énergétique. A titre illustratif, l'exploitation des ressources minières nécessiteraient une énergie évaluée à 200 MW. Le Plan National de Développement 2018-2027 prévoit que le Burundi aura besoin d'au moins 400 MW pour son industrialisation. Ces données montrent que nous avons du pain sur la planche pour non seulement aspirer à l'électrification universelle, mais aussi asseoir les conditions propices aux affaires pour les opérateurs économiques qui doivent faire recours aux énergies alternatives pour faire tourner leurs unités de productions.

Tanzanie : Les entreprises d'Etat ont subi une perte 400 milliards de shillings

En République Unie de Tanzanie, les entreprises étatiques ont enregistré une perte de 400 milliards de Shillings en 2023. Le Kenya, quant à lui, continue à redynamiser le secteur touristique après les chocs causés par le Covid-19. Lisez la revue de la presse régionale dans les lignes qui suivent

Sept entreprises publiques tanzaniennes ont subi collectivement une perte de près de 400 milliards de Shillings en 2023, selon le dernier rapport du Contrôleur et Auditeur Général (CAG). Legquel rapport a été soumis à la présidente Samia Suluhu Hassan par le CAG Charles Kichere au palais Chamwino de Dodoma. Alors que certaines entités ont fortement diminué les pertes enregistrées par rapport à l'exercice précédent, d'autres ont vu leurs pertes augmente. Il s'agit de la société Air Tanzania Company Limited (ATCL), Tanzania Railways Corporation (TRC), Tanzania Posts Corporation (TPC) et la société Tanoil Investment Ltd, rapporte The Citizen .

ATCL qui a reçu un financement substantiel dans le cadre de la stratégie de relance en cours du gouvernement a vu sa perte augmenter de 61 % pour atteindre 56,64 milliards de Shillings contre 35,2 milliards de Shillings les années précédentes.

La présidente Samia Suluhu Hassan a reçu le rapport d'audit du gouvernement pour l'année 2022/2023 du Contrôleur et Auditeur Général Charles Kichere au palais de Dodoma le 28 mars 2024. (Photo Présidence)

«La perte s'est creusée même si l'entreprise a reçu des subventions gouvernementales d'une valeur de 31,55 milliards de Shillings pour stimuler ses opérations», a déclaré M. Kichere.

Le gouvernement a injecté de l'argent pour relancer la compagnie nationale dont l'activité est liée aux activités touristiques.

Tanoil a enregistré une perte de 76,56 milliards de shillings, contre seulement 7,84 milliards de shillings annoncés l'année précédente

TPC a enregistré une perte de 1,34 milliard de Shillings au cours de l'exercice 2023, contre un bénéfice de 16,21 milliards de shillings généré par la vente de ses propriétés.

La mauvaise gestion en est la cause

«Legouvernementdevraitdésormais veiller à ce que les entités publiques soient gérées par des employés professionnels et ayant l'esprit d'entreprise pour plus d'efficacité. Le gouvernement devrait également veiller à superviser ses entreprises en nommant des membres du conseil d'administration qui sont des professionnels dans les secteurs respectifs et qui ont des compétences commerciales », a déclaré M. Kichere, avant d'ajouter que les entreprises ont des défis de gestion.

Cependant, ce rapport montre que trois des entités déficitaires ont vu leurs pertes diminuer en 2023. Il s'agit de la Société Tanzania Railways Corporation (TRC), de la société d'assurance National Health Insurance Fund (NHIF) et de la société de de télécommunication Tanzania Telecommunications Corporation (TTCL).

Kenya investit de plus en plus dans le tourisme

Le Kenya compte 31 nouveaux hôtels en préparation cette année, avec un total de 4 268 chambres selon un nouveau rapport signalant la reprise continue du secteur du tourisme et de l'hôtellerie même si le nombre de visiteurs continue de monter en flèche.

Cela marquera une augmentation par rapport aux 25 nouvelles unités créées en 2023, selon le dernier rapport Hotel Chain Development Pipeline Africa du W Hospitality Group. Il montre que les travaux de construction en cours et projetés apporteront 4 268 chambres supplémentaires, s'ajoutant aux 3 729 unités enregistrées l'année dernière, lit –on sur Business Daily

Les données du ministère du Tourisme montrent que les arrivées de touristes au Kenya ont augmenté, passant de 1,48 million en 2022 à 1,95 million en 2023, soit une augmentation de 31,5 pour cent.

Cette croissance des arrivées de touristes pourrait avoir diverses implications sur l'économie locale, notamment une augmentation des revenus, des opportunités d'emploi et le développement global du tourisme, conclut Business Daily.

Méchaël Tuyubahe

Taux de change du 29 Mars 2024

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2846	2892
Euro	3067	3117
Shi. Kenyan	21,6089	21,9574
Shi.Tanzanien	1,1035	1,1213
Shi. Ougandais	0,7322	0,7440
Fr Rwandais	2,2139	2,2496

Burundi Eco
Hebdomadaire socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef :
Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint:
Mélance Maniragaba
Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Montée des eaux du lac Tanganyika

Refouler l'eau pour éviter la perturbation de la navigation

Un capitaine ingénieur de navigation considère la montée des eaux du lac Tanganyika comme un phénomène naturel pouvant perturber le transport lacustre. Cela une fois que le littoral n'est pas remblayé. Ce qui occasionnerait un chômage chez les membres d'équipage, les opérateurs économiques, les dockers…

« Les bateaux sont conçus pour naviguer sur l'eau. S'ils n'ont pas un problème technique ou s'ils n'ont pas été surchargé, les bateaux ne peuvent pas chavirer », explique Capitaine Ingénieur de navigation Georges Rukere tout en tranquillisant les opérateurs économiques que la montée des eaux du lac Tanganyika ne peut pas impacter le mouvement des bateaux une fois que les précautions seraient prises à temps.

Pour lui, le problème surgirait une fois le port serait submergé et que les entrepôts et les grues ne fonctionneraient plus. Dans ce cas, martèle-t-il, il n'y aura pas des actions de chargement et de déchargement des bateaux. Ce qui retardera l'arrivée ou le départ des marchandises et, partant, ce qui occasionnera le chômage. Cela parce que, confirme Capitaine Ir Rukere, les opérateurs économiques verront leurs opérations réduites et que leurs employés vont observer un chômage technique d'une durée indéterminée. Ce qui impactera également le trafic commercial, soit une augmentation des prix suite aux produits qui deviendront rares.

Capitaine Ingénieur de navigation Georges Rukere : « La montée des eaux du lac Tanganyika ne peut pas impacter le mouvement des bateaux, une fois que les précautions seraient prises à temps ».

Remblayer le littoral du lac, une solution à court terme

Capitaine Ir Rukere indique que remblayer le littoral du lac Tanganyika constitue une solution à court terme pour protéger le littoral, les ports et les plages. Ce qui facilite l'accostage des bateaux, leur déchargement et leur chargement. Malgré cela, il reconnait que cette solution est si chère qu'un gouvernement doit avoir du soutien pour l'envisager.

« En allongeant la côte par exemple par de la boue ou de grosses pierres, on diminue la force des vagues qui détruit le littoral. Ce signifie que c'est l'homme qui refoule l'eau au lieu que ce soit l'eau qui refoule l'homme », notifie Capitaine Ir Rukere avant de témoigner que même ailleurs dans les ports de Dar-es-Salaam et Kigoma en Tanzanie et au port de Mpulungu en Zambie, il a fallu refouler l'eau pour protéger les ports.

Cependant, fait remarquer Capitaine Ir Rukere, dans les pays riches comme aux Pays-Bas, on a tracé des caniveaux pour canaliser l'eau qui déborde.

Le transport lacustre pour faciliter la vie aux consommateurs

Capitaine Ir Rukere rappelle que le transport multimodal est peu coûteux et fiable. « Nous savons que le Corridor Central est le plus utilisé parmi les autres corridors pour les imports-exports du pays, c'est-à-dire de Bujumbura jusqu'au port de Dar-es-Salaam. Plus de 95% de nos produits transitent par le port de Dar-es-Salaam. Or, du port de Dar-es-Salaam, il y a les routes, le chemin de fer et le lac Tanganyika pour arriver à Bujumbura. C'est en utilisant le chemin de fer et le lac Tanganyika que les produits arrivent en grande quantité et à un coût raisonnable », éclaire-t-il tout en insistant sur le développement de l'usage du lac Tanganyika comme mode de transport et la protection des infrastructures installés le long de ses rives.

Capitaine Ir Rukere notifie que bien que le port de Bujumbura ait été construit à un niveau bas, il y a moyen de le protéger comme on est en train de le faire à l'avenue de la Plage en remblayant les alentours du port. Ce qui permettra de continuer la navigation et d'éviter le chômage des personnels des bateaux et des dockers.

Mélance Maniragaba

ENTREPRENEURIAT

La reconversion professionnelle pour pallier au chômage

Nombreux sont les jeunes qui font recours à la reconversion professionnelle pour faire face au chômage. Indépendamment de leur cursus académique, la plupart des jeunes exercent des métiers qui n'ont rien à avoir avec leur formation de base. Par contre, d'autres préfèrent fructifier les compétences acquises. C'est le cas de Thierry Niyongabire, informaticien de formation qui a initié un projet de secrétariat public qui évolue vers un studio de production à Gitega. Son parcours

Thierry Niyongabire est un jeune ambitieux de la capitale politique Gitega. Après ses études universitaires en informatique, il s'est lancé dans la production des supports imprimés et l'audiovisuel. « Compte tenu de la situation de chômage et du verrouillage du marché de travail je me suis dit qu'il faut plutôt créer des opportunités d'emploi. D'où l'initiative de réaliser un projet de mettre en place un secrétariat public qui offre des services de saisie-impression des documents, de mise en page et de production d'autres supports de communication (cartes d'invitation, faire-parts, communiqués, correspondances, etc.) », renseigne-t-il.

Petit à petit, l'oiseau fait son nid

Pour entreprendre, il faut s'armer de courage et de détermination. Certes, les débuts sont toujours difficiles, mais seule la finalité compte le plus. Le monde des affaires exige des résultats quel qu'en soit le prix. Or, on ne peut atteindre les résultats que si on a la volonté de réussir. Le risque, l'échec et la réussite font le quotidien de tout entrepreneur.

D'après Thierry Niyongabire, la fluctuation des prix des intrants affecte directement le prix de revient.

L'entrepreneur Niyongabire est déterminé plus que jamais à atteindre ses objectifs. Il a commencé avec un seul laptop qu'il utilisait pour apprendre les langages de programmation. Par après, il a bénéficié du soutien de ses parents pour constituer un capital de départ. Avec deux millions et demi de FBu, il a pu acheter trois ordinateurs de bureaux et une mini-imprimante multiservice (impression-photocopie-scan). « Je n'avais pas de bureau, je travaillais à la maison. Au départ, je n'espérais pas décrocher des clients qui sollicitent mes services. Petit à petit, les étudiants et les amis de classe ont afflué pour faire la polycopie des syllabus ou imprimer leurs travaux de fin d'études universitaires. C'est comme ça que j'ai démarré mon projet », se remémore-t-il. Progressivement, notre interlocuteur gagne la confiance des clients et a loué un espace de travail le long de la route Gitega-Rutana en plein centre-ville.

Tout n'est pas rose

Les entrepreneurs en herbe se heurtent à la situation économique et financière défavorable aux affaires. Ils sont parfois à court de capitaux et subissent de plein fouet les conséquences de la dépréciation monétaire et de la baisse de l'activité économique dans le pays.

D'après Thierry Niyongabire, la fluctuation des prix des intrants affecte directement le prix de revient. « La plus grande difficulté est liée au fait que les prix des consommables sont en nette augmentation. A titre illustratif, une rame de papier qui coûtait 11 500 FBu en 2017 coûte actuellement plus de 16 000 FBu. Un papier photo dont le prix était évalué à 4500 FBu la pièce, coûte actuellement environ 6000 FBu », détaille-t-il. Cela réduit considérablement la marge bénéficiaire d'autant plus que les prix de nos services ne peuvent pas suivre le même rythme au risque de mettre la clé sous la porte faute de clients. L'autre défi est lié au manque de ressources financières pour augmenter sa capacité de production, déplore-t-il.

Pour combler ce déficit, cet informaticien de formation réalise des travaux de consultance çà et là sur la mise en place des systèmes digitalisés de gestion. Il a déjà confectionné des applications web à vendre aux opérateurs économiques.

Des retombées positives de son business

L'exploitation des secrétariats publics fait vivre de nombreuses familles à Gitega. Niyongabire n'est pas le seul à en tirer profit. Avec les recettes engrangées, il a pu fonder son foyer. Il est marié et père de trois enfants. Il fait tourner sa boîte avec l'aide de sa femme qui l'appuie à travers les activités de transfert d'argent par téléphone. L'autre avantage c'est l'accès aux revenus qui lui permet d'être solvable auprès des institutions de microfinances. Il s'apprête déjà à liquider une dette qui lui a permis d'acheter des équipements.

Thierry Niyongabire a de la passion pour la production audiovisuelle. Il est musicien-compositeur de chansons. Il a déjà publié son single audiovisuel intitulé : « Ibikorwa vyawe mana biratangaje ». Il ambitionne créer sa propre maison de production à Gitega.

Benjamin Kuriyo

Prioriser l'éducation des filles pour promouvoir la santé sexuelle

Les responsables de la Politique Nationale de la Santé de la Reproduction (PNSR) estiment que sensibiliser les leaders religieux, promouvoir le dialogue familial et surtout prioriser l'éducation des filles incitera à la sensibilité sur la santé sexuelle et reproductive. Ils considèrent celle-ci comme un tabou assimilé également à l'hypocrisie qu'il faut briser

Selon Dr Ananie Ndacayisaba, directeur du PNSR et expert en santé reproductive, la situation démographique du pays se caractérise par une extrême jeunesse de la population. Cela a été dit lors d'un atelier d'échange et de réflexion sur la santé sexuelle et reproductive organisé par Yaga et PNSR sous financement de l'ambassade des Pays-Bas au Burundi ce jeudi et vendredi 28 et 29 mars 2024 à Bujumbura. Cela à l'endroit d'une quarantaine de journalistes.

Il rappelle que les statistiques du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2008 signalent que les adolescents de moins de 15 ans représentent 46% de la population.

Deux tiers de toute la population, c'est-à-dire, 65,7% ont moins de 25 ans dont les jeunes de 10 à 24 ans représentent la moitié et un tiers de toute la population, soit 33,9%, martèle Dr Ndacayisaba.

Toutefois, reconnait-il, la démographie n'est pas un problème en soi, mais plutôt c'est l'exiguïté des terres qui cause des problèmes. D'où on se retrouve face à une situation de faire recours à la planification familiale. Cela pour dire qu'on doit limiter des naissances, les espacer, fixer le nombre d'enfants qu'on désire avoir, faire recours aux méthodes contraceptives préférées.

Dr Ananie Ndacayisaba, directeur du PNSR : « L'usage des méthodes contraceptives modernes est une décision partagée du couple et nécessite l'éclairage d'un médecin ».

Briser le tabou

Dr Ndacayisaba déplore que des rumeurs circulent sur les effets secondaires possibles lors de l'usage des méthodes contraceptives modernes. Ce qui occasionne une réticence de leur adoption.

Malgré cela, il reconnait que l'usage des méthodes contraceptives modernes ne constitue pas un tabou chez les gens éduqués. « On remarque par exemple que le taux de fécondité chez les gens éduqués est de plus ou moins 4 enfants par famille. Contrairement à celui des gens non éduqués qui est d'environ 5,5 enfants par famille », informe-t-il avant d'insister sur l'éducation des filles. Et de continuer : « Les filles éduquées comprennent mieux l'usage des méthodes contraceptives modernes ou naturelles. Par ailleurs, renchérit Dr Ndacayisaba, les filles qui ont fréquenté l'école ont la chance de se marier étant mûres.

Il rappelle que les femmes à risques sont celles ayant moins de 18 ans, celles qui ont eu des grossesses nombreuses ou celles qui ont plus de 35 ans.

Dr Ndacayisaba fait remarquer que l'usage des méthodes contraceptives modernes est une décision partagée du couple et nécessite l'éclairage d'un médecin. Pourtant, explique-t-il, certains leaders religieux sont contre l'usage de ces méthodes. Or, ceux-ci peuvent utiliser ces méthodes clandestinement. « Pourtant, il y a peu de chances que le gardien des brebis de Dieu vienne au secours d'un enfant d'un adepte de son église malnutri », déplore-t-il.

Dr Ndacayisaba se demande également qui a péché contre Dieu entre celui qui a mis au monde 10 enfants et qui ont fini par devenir des bandits et celui qui a utilisé les méthodes de contraceptives et qui a mis au monde 3 enfants qui ont eu la chance de fréquenter l'école et de bien vivre.

Et de poursuivre : « Dans les villes par exemple, une famille peut avoir 3 enfants. A côté, elle élève 7 autres enfants des oncles ou des tantes... Si les enfants de l'oncle ou de la tante ne parviennent pas à vivre aisément, des conflits familiaux naissent. Sans oublier la naissance des conflits fonciers, car les oncles et les tantes imagineront que les 3 enfants constituent une menace pour leurs 7 enfants ».

Dr Ndacayisaba constate également une fuite des responsabilités de la part des époux lorsqu'un bon nombre d'enfants commencent à réclamer les droits vitaux. Ce qui fait que ces époux rentrent tard la nuit, lorsque leurs enfants dorment. D'où, il s'avère nécessaire de cultiver la culture d'un dialogue permanent entre les couples sur la gestion de ceux qu'ils vont mettre au monde.

Une population très jeune en besoin d'un accompagnement

« La société burundaise porte en son sein une force positive de beaucoup de jeunes et d'adolescents encore dynamiques. Ces derniers entament leurs parcours physique, émotionnel et psychologique vers l'âge adulte. Cela dans un monde en évolution rapide qui contient à la fois des opportunités et des défis », explique Dr Ndacayisaba.

Il indique que ces jeunes sont exposés à des risques et à des pressions d'une complexité que leurs parents n'ont jamais connue. La mondialisation a accéléré les changements.

« Les adolescents reçoivent des messages contradictoires sur la manière de gérer leurs choix quotidiens, qui auront des conséquences pour toute leur vie sur le développement de leur santé en général et la santé de la reproduction en particulier », signale le patron du PNSR avant de faire savoir que certains d'entre eux n'ont même pas l'accès aux services adaptés à leurs besoins spécifiques. Cela afin de les préparer à devenir des adultes informés pour adopter des comportements sains et responsables, confiants et réfléchis.

Dans ce manque de choix éclairé, notifie Dr Ndacayisaba, nombre d'entre eux sont exposés à un risque de maternité et de paternité précoce, de grossesses non désirées, d'avortements à risque, d'infections génitales, y compris les Infections Sexuellement Transmissibles et le VIH/Sida, les abandons scolaires pour cause de grossesse, la malnutrition, l'anémie liée aux grossesses...

Or, conclut-il, le droit de les informer sur la santé sexuelle et de la reproduction est essentiel pour que ces jeunes contribuent à la réduction de la pauvreté et à la garantie d'un développement durable et équitable.

Mélance Maniragaba

Bishisha-Kirundo

L'eau potable : une préoccupation majeure de la population

La population de la colline Bishisha, commune de Busoni dans la province de Kirundo salue le projet d'adduction d'eau potable récemment mis en œuvre par LADP sur cette colline. Cependant, les habitants demandent la réhabilitation des réseaux d'eau qui ont été mis en place dans le cadre de différents projets de développement, mais qui ne fonctionnent plus. Pour eux, cela pourrait réduire la file d'attente qui se forme devant ce seul robinet

« Devant un robinet installé sur la colline Bishisha, les habitants s'alignent pour puiser de l'eau à cet unique point d'eau fonctionnel dans cette localité. Annonciata Miburo en fait partie. Même s'ils sont contraints de faire la queue pour accéder à l'eau, elle considère que cela est un moindre mal. « Au moins ici, c'est près de chez nous », assure-t-elle. Avant la construction de ce robinet, les habitants de Bishisha devaient se réveiller à 2 heures du matin et parcourir plusieurs kilomètres jusqu'à Gatete pour chercher l'eau. « Pour y arriver, nous empruntions un chemin zigzagant à travers les forêts. Malgré les risques d'insécurité et d'agressions sexuelles auxquels nous étions exposés à cette heure-là, nous n'avions pas le choix. On ne peut pas vivre sans eau », témoigne-t-elle.

Le problème lié à l'insuffisance d'eau potable a toujours constitué une préoccupation majeure des habitants de la colline de Bishisha.

« Pour ceux qui disposent de vélos, ils mettaient entre deux et trois heures pour arriver à Gatete, où se trouvait le robinet. Vous comprenez qu'un piéton était obligé de marcher entre 5 et 6 heures pour boucler le trajet », la complète son voisin. « Une fois à la maison, nous étions très fatigués et incapables de faire autre chose », témoigne-t-il.

Des défis à relever

Le problème lié à l'insuffisance d'eau potable a toujours constitué une préoccupation majeure des habitants de la colline de Bishisha. Ce problème a d'ailleurs été perçu par ces derniers comme étant une préoccupation majeure du Local Area Development Program (LADP), un projet associé au grand projet de Rusumo. « Les pompes dont nous disposons auparavant fonctionnaient à l'énergie solaire. En collaboration avec l'administration locale, nous avons installé une ligne électrique qui alimente les stations de pompage. Cela signifie que cette fois-ci, nous pourrons pomper l'eau même pendant la nuit. D'ici la fin du mois d'avril, cette région disposera d'une quantité d'eau suffisante », promet Epimaque Murengerantwari, coordinateur de ce projet.

En plus de cette insuffisance de l'eau potable, l'eau disponible dans cette localité présentait des impuretés. « Nous avons un réseau appelé Bishisha où nous puisions l'eau du lac Cohoha. Cette eau est très salée. Ce qui lui confère un goût et une odeur désagréables alors que normalement, l'eau devrait être incolore et inodore », explique Murengerantwari. Nos interlocuteurs ont également souligné que cette eau n'était pas adaptée pour la lessive, car elle décolorait facilement les vêtements. Pour remédier à ce défi, Murengerantwari affirme qu'en partenariat avec le Hamer et la Regideso, ce projet a entamé des actions de traitement de l'eau. Et comme l'a confirmé Mme Miburo, l'eau est actuellement de bonne qualité et ne présente aucune impureté.

Les habitants de Bishisha expriment leur gratitude envers les promoteurs de ce projet et appellent le gouvernement du Burundi a multiplié le nombre de robinets, en commençant par la réhabilitation de ceux construits dans le cadre des projets mis en œuvre par les différents partenaires au développement.

Florence Inyabuntu

La dette des pays africains envers la Chine explose

Depuis 2000, l'encours de la dette des pays africains envers la République Populaire de Chine s'élève à 170,1 milliards USD. Les grandes économies africaines figurent parmi les pays les plus endettés. Le Burundi doit à la Chine plus de 158 millions USD orientés vers la télécommunication et la coopération économique. Analyse

Selon les données recueillies par le Centre de Recherche de l'Université de Boston (Etats-Unis) Global Development Policy Center, les pays africains ont affiché un dynamisme de contracter des prêts auprès de la Chine entre 2000 et 2022. La quasi-totalité des pays africains sont bénéficiaires des prêts chinois qui culminent à 170,1 milliards USD.

L'Angola vient en tête des créanciers de la Chine avec 45 milliards USD. Il est suivi par l'Ethiopie et la Zambie qui totalisent respectivement 14,1 milliards USD et 9,1 milliards USD de prêts.

Quid des pays de l'Afrique de l'Est ?

Parmi les pays de l'East African Community (EAC), c'est le Kenya qui occupe la première position, car il a emprunté à la Chine 9,7 milliards USD suivi par l'Ouganda avec 3,7 milliards USD. En troisième lieu vient la Tanzanie qui a emprunté à la Chine 2,4 milliards USD. Elle est suivie par la République Démocratique du Congo (RDC) qui doit à la Chine 2,3 milliards USD.

En bas du classement figurent le Rwanda, le Soudan du Sud et le Burundi qui ont emprunté respectivement à la Chine 659,7 millions USD, 406,8 millions USD et 158,2 millions USD.

Une dette orientée vers les TIC

Selon cette étude, le Burundi a contracté à la Chine 9 prêts qui totalisent 158,2 millions USD entre 2008 et 2017. Le pays a contacté des crédits en grande partie auprès de l'Agence chinoise de coopération internationale pour le développement (CIDCA) et de la banque Export-Import Bank of China (CHEXIM).

Trois prêts ont été canalisés dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) avec une enveloppe de 77,6 millions USD. Quant à l'affectation de ces fonds, 15 millions USD accordés par la banque CHEXIM ont été utilisés pour mettre en place 220 km de fibre optique dans le réseau Telecom de Bujumbura en 2014. Trois ans après, le pays relance le processus de numérisation. Ainsi, le gouvernement du Burundi a contracté un crédit de 32,6 millions USD auprès de la banque chinoise EXPORT-IMPORT BANK. Le remboursement de ce crédit s'effectuera sur une période de 25 ans, au taux d'intérêt de 2% avec 5 ans de période de grâce. Jusqu'à présent, le projet n'a pas abouti.

Une dette odieuse

En 2017, La société nationale des télécoms a démarré le projet d'extension et de modernisation de son réseau mobile Onamob. Il s'agit de remplacer toutes les antennes par d'autres antennes de troisième et quatrième génération (3G et 4G) avec l'appui technique du géant chinois des télécoms Huawei Technologies Co., Ltd. Le nombre d'antennes relais devait passer de 51 à 150. Selon les prévisions, l'accroissement du nombre d'antennes devrait améliorer la qualité des prestations.

Ainsi, le gouvernement a reçu un prêt de 30 millions USD de la part d'Exim-bank pour que l'Onatel puisse évoluer au même titre que les autres compagnies de télécoms. La durée de remboursement de la dette est de 10 ans et la période de grâce est de trois ans. Paradoxalement, la crise financière s'éternise et l'Onatel ne reste que l'ombre d'elle-même.

Parlant toujours de l'encours de la dette envers la Chine, le Burundi a contracté quatre prêts qui totalisent 46,2 millions USD entre 2009 et 2012. Cependant, ces fonds ont été canalisés dans des domaines non spécifiés sous le label de coopération économique et technique.

Quid du remboursement des montants dus ?

En décembre dernier, lors de l'analyse du projet de révision de la loi régissant la gestion de la dette publique, les députés ont dénoncé la mauvaise gestion des dettes rétrocédées aux institutions spécialisées. Ils ont donné l'exemple du projet de création de la Société Nationale de Télédiffusion Numérique du Burundi (STNB) pour la numérisation de la RTNB ou encore de l'Onatel qui est au bord de la faillite. Certains députés enfoncent le clou et incriminent les gestionnaires des sociétés publiques qui détournent l'objet du crédit. Pour eux, ces fonds finissent dans les poches de quelques individus et le fardeau du remboursement retombe sur l'ensemble de la population, fustigent-ils.

Sur le continent, il importe de signaler que les montants des prêts de la base de données sur les emprunts africains à la Chine ne correspondent pas à la dette des gouvernements africains. Cela est dû au fait que cette base de données suit les engagements et non les remboursements, les décaissements ou les défauts de paiement. Les experts alertent sur la dépendance financière vis-à-vis de la Chine. Même si la Chine n'est pas la cause première de la crise de la dette en Afrique, le manque de transparence, l'impact de ses contrats sur les industries locales et l'absence d'options de restructuration collective dans leurs clauses suscitent de nombreuses inquiétudes.

Gilbert Nkurunziza et Benjamin Kuriyo

Parmi les fonds prêtés par la Chine au Burundi, 31,5 millions USD étaient prévus pour acheter un avion MA60.

Les fonds empruntés par le Burundi à la Chine

Année	Domaine d'intervention	Montant en millions USD
2008	Transport	2,9
2009	Inconnu	7,3
2011	Inconnu	31
2012	Inconnu	7,9
2013	Transport	31,5
2014	TIC	15
2017	TIC	62,6
Total		**158,2**

Hope Design
Imprimerie

VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR DES CADEAUX CUSTOMISÉS DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES